ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, chambres réunies, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 15 mars 2000, d'une demande d'avis sur :

- une proposition de loi "relative à la création et à l'organisation au sein du ministère de la Justice d'un Fonds des créances alimentaires" (L. 29.966/VR);

- une proposition de loi "organisant le règlement des créances alimentaires par l'intermédiaire d'un Office national des créances alimentaires" (L. 29.967/VR);

- une proposition de loi "modifiant les avances sur pensions alimentaires et le recouvrement de ces pensions organisés par la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale" (L. 29.968/VR);

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, verenigde kamers, op 15 maart 2000 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertengenwoordigers verzocht hem van advies te dienen over :

- een voorstel van wet "tot oprichting en organisatie, bij het ministerie van Justitie, van een Fonds voor alimentatievorderingen" (L. 29.966/VR);

- een voorstel van wet "tot regeling van de alimentatievorderingen door bemiddeling van een Rijksbureau voor alimentatievorderingen" (L. 29.967/VR);

- een voorstel van wet "tot wijziging van de voorschotten op en invorderingen van onderhoudsgelden georganiseerd bij de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn" (L. 29.968/VR);

- une proposition de loi "modifiant la loi organique des centres publics d'aide sociale en ce qui concerne les avances et le recouvrement des pensions alimentaires" (L. 29.969/VR),

a donné le 2 mai 2000 l'avis suivant :

- een voorstel van wet "tot wijziging van de organieke OCMW-wet, inzake de voorschotten op en invordering van onderhoudsgelden" (L. 29.969/VR),

heeft op 2 mei 2000 het volgende advies gegeven :

Le Président de la Chambre des représentants demande à la section de législation de donner un avis sur la compétence du législateur fédéral pour les propositions de loi en cause. L'avis se limite donc à l'examen de cette question.

*
* *

LA PORTEE DES PROPOSITIONS DE LOI

Les quatre propositions de loi concernent toutes le problème du non-paiement des créances alimentaires, compte tenu de la constatation qu'un nombre important de débiteurs d'aliments ne respectent pas leurs obligations et placent ainsi les créanciers, spécialement les enfants et les époux concernés, dans des situations matérielles difficiles.

Pour l'essentiel, l'objet des quatre propositions de loi peut être résumé comme suit.

La proposition de Mme Burgeon (L. 29.966) tend à créer au sein du ministère de la Justice un Fonds des créances alimentaires chargé de verser au créancier d'aliments tout ou partie des créances alimentaires dues en vertu d'une décision judiciaire rendue sur la base des articles 203, 203bis, 207, 311bis, 336 et 364 du Code civil et 1280 du Code judiciaire ou en vertu d'une convention visée

à l'article 1288, 3°, du Code judiciaire, et de recouvrer lesdites créances auprès de leurs débiteurs ou de leurs ayants cause.

La proposition de Mme Milquet et de M. Viseur (L. 29.967) tend à créer au sein de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés un Office national des créances alimentaires chargé du paiement des créances alimentaires dues en vertu d'une décision judiciaire rendue sur la base des articles 203, 205, 206, 213, 221, 301, 306, 307, 307bis, 308, 337 et 364 du Code civil et 1280 du Code judiciaire ou en vertu d'une convention visée à l'article 1288, 3° et 4°, du Code judiciaire, et de percevoir ces créances auprès de leurs débiteurs.

La proposition de Mmes Herzet et Cahay-André (L. 29.968) tend à compléter les articles 68bis, 68ter et 68quater de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres public d'aide sociale, qui organisent déjà un système d'avances sur pensions alimentaires et de recouvrement de celles-ci. Cette proposition a notamment pour objet d'étendre le champ d'application de ces dispositions aux conjoints et aux ex-conjoints, d'adapter les montants maxima susceptibles d'être alloués par les centres publics d'aide sociale, d'autoriser le recouvrement des sommes payées auprès des créanciers eux-mêmes revenus à meilleure fortune, outre des modifications visant à améliorer la procédure, et à modifier le financement des centres publics d'aide sociale en la matière.

La proposition de M. Verherstraeten (L. 29.969) tend elle aussi à compléter la loi du 8 juillet 1976 organique des centres public d'aide sociale, mais en ses articles 68bis et 68quater seulement, pour adapter les conditions d'octroi des avances, en étendre le bénéfice aux époux et aux anciens époux et augmenter l'intervention de l'Etat dans le financement du système.

Pour le surplus, des différences apparaissent entre les quatre propositions, notamment quant aux montants couverts, aux conditions dans lesquelles les institutions publiques concernées interviennent, aux règles de subrogation, à la procédure, etc.

## LA COMPETENCE DE L'AUTORITE FEDERALE

1. Les règles relatives aux créances alimentaires font partie des dispositions du Code civil portant sur le statut des personnes et de la famille.

Ces matières sont demeurées de la compétence de l'Etat fédéral, au titre de sa compétence résiduelle.

Les propositions examinées ont pour objet d'assurer l'effectivité du respect des obligations alimentaires, telles qu'elles ont été constatées par une décision de justice ou par une convention préalable à un divorce par consentement mutuel. Elles procèdent de l'analyse selon laquelle les dispositions actuelles permettant d'obtenir le

paiement des obligations alimentaires ne peuvent être considérées comme suffisantes à cette fin (1). Les dispositions en projet se situent donc dans le prolongement de celles qui concernent ces matières.

De même que les règles actuelles relatives à l'exécution de l'obligation alimentaire, elles relèvent donc de la compétence fédérale.

2. Les compétences transférées aux Communautés sur la base des articles 128 et 130, § 1er, 2°, de la Constitution, de l'article 5, § 1er, II, 1° et 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et de l'article 4, § 2, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, n'ont pas porté atteinte à la compétence fédérale en la matière. Il résulte de ces textes que les Communautés sont compétentes, au titre des matières personnalisables, dans les matières suivantes :

"II. En matière d'aide aux personnes :

1° La politique familiale, en ce compris toutes les formes d'aide et d'assistance aux familles et aux enfants;

---

(1) Outre les voies ordinaires d'exécution, il s'agit notamment des articles 203*ter* et 221 du Code civil, des articles 391bis et 391*ter* du Code pénal, des articles 1253bis à 1253quinquies et 1412 du Code judiciaire et des articles 68bis à 68quater actuels de la loi du 8 juillet 1976 organique des centre public d'aide sociale.

2° La politique d'aide sociale, en ce compris les règles organiques relatives aux centres publics d'aide sociale, à l'exception :

[...]

b) des matières relatives aux centres publics d'aide sociale, réglées par les articles 1er et 2 et dans les chapitres IV, V et VII de la loi organique du 8 juillet 1976 relative aux centres publics d'aide sociale sans préjudice de la compétence des Communautés d'octroyer des droits supplémentaires ou complémentaires;

[...]" (1).

La politique familiale, au sens de l'article 5, § 1er, II, 1°, de la loi spéciale, peut comprendre un ensemble d'initiatives et de mesures qui tendent à apporter une assistance et une aide matérielle, sociale, psychologique et éducative aux familles (2). La politique d'aide

---

(1) Pour la Communauté française, l'exercice de ces compétences a été attribué à la Région wallonne et à la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale par les décrets du 19 juillet 1993 de la Communauté française, du 22 juillet 1993 de la Commission communautaire française et du 22 juillet 1993 de la Région wallonne. Pour la région bilingue de Bruxelles-Capitale, en vertu de l'article 63 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, c'est la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale qui est compétente dans ces mêmes matières à l'égard des institutions qui, en raison de leur organisation, ne peuvent être considérées comme appartenant exclusivement à l'une ou à l'autre Communauté.

(2) Cour d'arbitrage, 13 juillet 1989, n° 20/89, considérant B.1.

sociale, mentionnée à l'article 5, § 1er, II, 2°, de la loi spéciale, vise spécifiquement à fournir une assistance aux personnes qui se trouvent dans le besoin, la nature et l'origine de celui-ci ne jouant en principe aucun rôle pour cet aspect de l'aide aux personnes (1). Ces attributions de compétence s'inscrivent toutefois dans le cadre global du système de répartition des compétences entre l'Etat, les Communautés et les Régions et ne peuvent porter atteinte aux compétences de l'Etat fédéral. Elles n'incluent donc pas la compétence de régler les modalités destinées à assurer l'effectivité du paiement des créances alimentaires par les mécanismes de recours aux organismes publics destinés à suppléer la défaillance des débiteurs, tels qu'ils sont envisagés par les propositions examinées. Une pareille matière est en effet liée à ce point aux règles relatives aux obligations alimentaires qu'elle y est demeurée indissolublement attachée en termes de répartition des compétences et qu'elle relève donc de l'autorité fédérale.

A cet égard, il est symptomatique qu'en vertu de l'article 5, § 1er, II, 2°, b, de la loi spéciale du 8 août 1980, l'autorité fédérale se voit expressément réserver les matières relatives aux centres publics d'aide sociale réglées notamment par le chapitre IV de la loi du 8 juillet 1976 organique des centre public d'aide sociale, qui

---

(1) Cour d'arbitrage, 14 octobre 1999, n° 110/99, considérant B.7.5.1., Arr. C.A. 1999, p. 1365.

concerne précisément les avances sur pensions alimentaires et le recouvrement de ces pensions (1).

Ceci n'empêche pas les Communautés (2), dans le cadre de leur compétence en matière d'aide sociale, d'"octroyer des droits supplémentaires ou complémentaires" à ceux prévus par la législation fédérale en la matière, conformément à cette même disposition, in fine.

---

(1) Cette réserve de compétence au profit du législateur fédéral a été insérée dans la loi spéciale du 8 août 1980 par la loi spéciale du 16 juillet 1993, soit après l'insertion du chapitre IV de la loi organique des centres publics d'aide sociale par la loi du 8 mai 1989, confirmant ainsi la compétence fédérale en la matière. Comme la section de législation l'a indiqué dans son avis L. 26.605/3 du 25 novembre 1997, la conception selon laquelle l'Etat fédéral ne serait plus compétent pour modifier le chapitre IV de la loi organique des centres publics d'aide sociale, notamment pour en étendre le champ d'application ou en modifier les conditions d'octroi des interventions publiques qu'il organise, "équivaudrait à figer en grande partie l'état de la législation au moment où la loi spéciale du 16 juillet 1993 est entrée en vigueur. La compétence de l'autorité fédérale relativement aux matières visées à l'article 5, § 1er, II, 2°, b, de la loi spéciale du 8 août 1980 se réduirait alors à une compétence d'appliquer les articles et chapitres mentionnés par cette disposition" (avis L. 26.605/3 du 25 novembre 1997 sur une proposition de loi modifiant la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence en vue d'accorder une allocation de logement aux bénéficiaires d'un revenu minimal, Doc. parl., Sénat, 1997-98, n° 1-538/2, pp. 5 et 6).

(2) ou la Région wallonne, la Commission communautaire française ou la Commission communautaire commune, selon le cas.

3. En conclusion, les propositions à l'examen relèvent toutes de la compétence du législateur fédéral.

---

De Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzoekt de afdeling wetgeving advies te geven over de vraag of de federale wetgever bevoegd is voor de wetsvoorstellen in kwestie. Het advies beperkt zich dus tot het onderzoek van die vraag.

*
* *

STREKKING VAN DE WETSVOORSTELLEN

De vier wetsvoorstellen hebben allemaal betrekking op het probleem van de niet-betaling van verschuldigde onderhoudsgelden, gelet op de bevinding dat heel wat onderhoudsplichtigen hun verplichtingen niet nakomen waardoor de onderhoudsgerechtigden, meer bepaald de betrokken kinderen en echtgenoten, in materiële moeilijkheden komen.

Het doel van de vier wetsvoorstellen kan in grote lijnen als volgt worden samengevat.

Het voorstel van mevrouw Burgeon (L. 29.966) heeft tot doel bij het Ministerie van Justitie een Fonds voor alimentatievorderingen op te richten dat tot taak heeft aan de onderhoudsgerechtigden geheel of gedeeltelijk de onderhoudsgelden uit te keren die verschuldigd zijn krachtens een rechterlijke beslissing, gewezen met toepassing van de artikelen 203, 203bis, 207, 311bis, 336 en 364 van het

Burgerlijk Wetboek en artikel 1280 van het Gerechtelijk Wetboek of krachtens een overeenkomst als bedoeld in artikel 1288, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek en de genoemde verschuldigde onderhoudsgelden bij de onderhoudsplichtigen of hun rechtverkrijgenden in te vorderen.

Het voorstel van mevrouw Milquet en de heer Viseur (L. 29.967) heeft tot doel bij de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers een rijksbureau voor alimentatievorderingen op te richten dat belast is met de betaling van de onderhoudsgelden die verschuldigd zijn krachtens een rechterlijke beslissing gewezen met toepassing van de artikelen 203, 205, 206, 213, 221, 301, 306, 307, 307bis, 308, 337 en 364 van het Burgerlijk Wetboek en artikel 1280 van het Gerechtelijk Wetboek of krachtens een overeenkomst als bedoeld in artikel 1288, 3° en 4°, van het Gerechtelijk Wetboek, en die verschuldigde onderhoudsgelden bij de onderhoudsplichtigen in te vorderen.

Het voorstel van mevrouw Herzet en mevrouw Cahay-André (L. 29.968) strekt ertoe de artikelen 68bis, 68ter en 68quater van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, waarin al een regeling van voorschotten op en invordering van onderhoudsgelden is ingesteld, aan te vullen. Dat voorstel beoogt meer bepaald de werkingssfeer van die bepalingen uit te breiden tot de echtgenoten en gewezen echtgenoten, de maximabedragen die door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn kunnen worden toegekend, aan te passen, toe te staan dat de uitgekeerde bedragen worden ingevorderd bij de onderhoudsgerechtigden zelf als hun vermogenstoestand weer beter is

geworden. Daarnaast beoogt het voorstel ook wijzigingen om de procedure te verbeteren en een wijziging van de financiering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn terzake.

Het voorstel van de heer Verherstraeten (L. 29.969) strekt ook tot aanvulling van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, maar alleen van de artikelen 68bis en 68quater ervan, om de voorwaarden voor de toekenning van de voorschotten aan te passen door de bestaande regeling uit te breiden tot de echtgenoten en gewezen echtgenoten en de tegemoetkoming van de Staat in de financiering van de regeling te verhogen.

Voorts verschillen de vier voorstellen op een aantal punten, onder meer wat de gedekte bedragen betreft, de voorwaarden waaronder de betrokken overheidsinstellingen optreden, de regels inzake subrogatie, de procedure enz.

## BEVOEGDHEID VAN DE FEDERALE OVERHEID

1. De regels betreffende de alimentatievorderingen maken deel uit van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende het statuut van de persoon en het gezin.

Die aangelegenheden vallen nog steeds onder de residuaire bevoegdheid van de federale overheid.

De onderzochte voorstellen hebben tot doel ervoor te zorgen dat de onderhoudsverplichtingen efficiënt worden nagekomen, zoals ze zijn vastgesteld bij een rechterlijke beslissing of bij een overeenkomst die aan een echtscheiding door onderlinge toestemming voorafgaat. Ze zijn gebaseerd op de bevinding dat de huidige bepalingen om de betaling van de verschuldigde onderhoudsgelden te verkrijgen daartoe niet als toereikend kunnen worden beschouwd (1). De ontworpen bepalingen liggen dus in het verlengde van de bepalingen betreffende die aangelegenheden.

Net zoals de huidige regels betreffende de uitvoering van de onderhoudsplicht ressorteren ze dus onder de bevoegdheid van de federale wetgever.

2. De bevoegdheden die op basis van de artikelen 128 en 130, § 1, 2°, van de Grondwet, artikel 5, § 1, II, 1° en 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en artikel 4, § 2, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap naar de gemeenschappen zijn overgeheveld, hebben geen afbreuk gedaan aan de federale

---

(1) Naast de gewone middelen tot tenuitvoerlegging gaat het inzonderheid om de artikelen 203ter en 221 van het Burgerlijk Wetboek, de artikelen 391bis en 391ter van het Strafwetboek, de artikelen 1253bis tot 1253quinquies en 1412 van het Gerechtelijk Wetboek en de huidige artikelen 68bis tot 68quater van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

bevoegdheid terzake. Uit die regelingen blijkt dat de gemeenschappen bevoegd zijn voor de volgende persoonsgebonden aangelegenheden :

"II. Wat de bijstand aan personen betreft :

1° Het gezinsbeleid met inbegrip van alle vormen van hulp en bijstand aan gezinnen en kinderen;

2° Het beleid inzake maatschappelijk welzijn, met inbegrip van de organieke regels betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met uitzondering van:

[...]

b) de aangelegenheden met betrekking tot de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die geregeld zijn in de artikelen 1 en 2 en in de hoofdstukken IV, V en VII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, onverminderd de bevoegdheid van de Gemeenschappen om aanvullende of bijkomende rechten toe te kennen;

[...]" (1).

---

(1) Voor de Franse Gemeenschap is de uitoefening van die bevoegdheid bij decreet van 19 juli 1993 van de Franse Gemeenschap, bij decreet van 22 juli 1993 van de Franse Gemeenschapscommissie en bij decreet van 22 juli 1993 van het Waalse Gewest, opgedragen aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapcommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Voor het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad is, krachtens artikel 63 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in diezelfde materies bevoegd ten aanzien van de instellingen die, wegens hun organisatie, niet kunnen worden beschouwd uitsluitend tot de ene of de andere gemeenschap te behoren.

Het gezinsbeleid, in de zin van artikel 5, § 1, II, 1°, van de bijzondere wet, kan met name een geheel van initiatieven en beleidsmaatregelen omvatten die ertoe strekken materiële, sociale, psychologische en opvoedende bijstand en hulp aan gezinnen te verlenen (1). Het beleid inzake maatschappelijk welzijn, genoemd in artikel 5, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet, is specifiek gericht op het verschaffen van bijstand aan mensen die in nood verkeren. De aard en de oorzaak van de nood spelen bij dit aspect van de bijstand aan personen in beginsel geen rol (2). De betrokken bevoegdheidsopdrachten kaderen evenwel in de algemene regeling inzake de verdeling van de bevoegdheden over de Staat, de gemeenschappen en de gewesten en mogen geen afbreuk doen aan de bevoegdheden van de federale Staat. Ze omvatten dus niet de bevoegdheid om de nadere regels vast te stellen die ervoor moeten zorgen dat de verschuldigde onderhoudsgelden effectief betaald worden, door te voorzien in de mogelijkheden van beroep bij de openbare instellingen die bedoeld zijn om de niet-betaling door de onderhoudsplichtige te ondervangen, zoals die mogelijkheden uitgewerkt zijn in de onderzochte voorstellen. Zulk een materie is immers dermate verweven met de regels betreffende de onderhoudsplicht, dat ze daarmee, bij de verdeling van de bevoegdheden, een onlosmakelijk geheel is blijven vormen, en ze bijgevolg tot de bevoegdheid van de federale overheid behoort.

---

(1) Arbitragehof, 13 juli 1989, nr. 20/89, overweging B.1.

(2) Arbitragehof, 14 oktober 1999, nr. 110/99, overweging B.7.5.1.

In dat verband is het kenschetsend dat de materies betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, die onder meer geregeld zijn in hoofdstuk IV van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, dat bepaaldelijk betrekking heeft op de voorschotten op onderhoudsuitkeringen en de invordering van die uitkeringen, bij artikel 5, § 1, II, 2°, b, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, uitdrukkelijk in handen van de federale overheid zijn gelegd (1).

---

(1) De bepaling waarbij die bevoegdheid uitsluitend in handen van de federale wetgever wordt gelegd, is bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 ingevoegd in de bijzondere wet van 8 augustus 1980, dat wil zeggen nadat hoofdstuk IV van de organieke wet betreffende openbare centra voor maatschappelijk welzijn bij de wet van 8 mei 1989 was ingevoegd, waarbij aldus de federale bevoegdheid terzake bevestigd is. Zoals de afdeling wetgeving heeft opgemerkt in haar advies L. 26.605/3 van 25 november 1997, zou de opvatting dat de federale Staat niet meer bevoegd zou zijn om hoofdstuk IV van de organieke wet betreffende openbare centra voor maatschappelijk welzijn te wijzigen, onder meer om de werkingssfeer ervan uit te breiden of de voorwaarden te wijzigen voor de toekenning van de tegemoetkomingen van de overheid waarin dat hoofdstuk voorziet, "neerkomen op het grotendeels clicheren van de stand van de wetgeving op het ogenblik waarop de bijzondere wet van 16 juli 1993 in werking getreden is. De bevoegdheid van de federale overheid m.b.t. de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, II, 2o, b, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zou dan gereduceerd worden tot een bevoegdheid om de in die bepaling genoemde artikelen en hoofdstukken toe te passen"(advies L. 26.605/3 van 25 november 1997 over een voorstel van wet tot wijziging van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, met het oog op toekenning van een huisvestingstoelage voor de minimuminkomens, Gedr. St., Senaat, 1997-1998, nr. 1-538/2, blz. 5 en 6).

Dat neemt evenwel niet weg dat de gemeenschappen (1), in het kader van hun bevoegdheid inzake maatschappelijk welzijn, overeenkomstig diezelfde bepaling, in fine, "aanvullende of bijkomende rechten [kunnen] toekennen" ten opzichte van die welke in die materie door de federale wetgever zijn vastgesteld.

3. Het besluit is dan ook dat de voorliggende voorstellen allemaal tot de bevoegdheid van de federale wetgever behoren.

---

(1) of het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, naargelang van het geval.

| La chambre était composée de | | De kamer was samengesteld uit |
|---|---|---|
| Messieurs<br>de Heren | W. DEROOVER, | président du Conseil d'Etat, président,<br>voorzitter van de Raad van State, voorzitter, |
| | R. ANDERSEN, | président de chambre,<br>kamervoorzitter, |
| | D. ALBRECHT,<br>P. LEMMENS,<br>P. LIENARDY,<br>P. VANDERNOOT, | conseillers d'Etat,<br>staatsraden, |
| | P. GOTHOT,<br>J. van COMPERNOLLE,<br>A. ALEN,<br>H. COUSY | assesseurs de la section de législation,<br>assessoren van de afdeling wetgeving, |
| Mesdames<br>Mevrouwen | F. LIEVENS,<br>M. PROOST, | greffiers,<br>griffiers. |

Les rapports ont été présentés par MM. B. JADOT, auditeur et W. PAS, auditeur adjoint. Les notes du Bureau de coordination ont été rédigées et exposées par M. B. RONGVAUX et Mme A. EYLENBOSCH, référendaires adjoints.

De verslagen werden uitgebracht door de Heren B. JADOT, auditeur en W. PAS, adjunct-auditeur. De nota's van het Coördinatiebureau werden opgesteld en toegelicht door de H. B. RONGVAUX en Mevr. A. EYLENBOSCH, adjunct-referendarissen.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

F. LIEVENS W. DEROOVER